

le Parisien

Jeudi 2 Octobre 2008

PARIS

Territoire - Voici le Grand Paris des élus locaux

«LE COUP est parti, plus rien ne peut nous arrêter. » Pierre Mansat, adjoint PC du maire de Paris chargé des relations avec la banlieue, pouvait afficher hier un large sourire : pour la première fois depuis des décennies, élus de tous bords politiques, PS, UMP ou PC, de Paris ou de grande couronne, de villes pauvres ou de villes riches, se sont mis d'accord pour créer l'embryon d'un futur Grand Paris. Réunis hier au pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), sous la houlette du maire UMP de la ville, Jacques JP Martin, ces élus locaux, rassemblés au sein de la « conférence métropolitaine » initiée par le maire de la capitale, Bertrand Delanoë (PS), se sont mis d'accord pour créer un « syndicat mixte ouvert d'études ». Ce syndicat sera chargé de réfléchir sur les problèmes rencontrés par le coeur dense de la région autour de Paris, que le millefeuille politique et institutionnel ne parvient pas à résoudre.

Qui ?

Ce syndicat mixte est ouvert aux collectivités de Paris et de ses trois départements limitrophes (92, 93, 94), ainsi qu'aux grandes zones stratégiques autour de ce noyau (*voir infographie*). Soit 126 communes, 48 autres collectivités, 8,6 millions d'habitants. Un périmètre de « compromis » avec le président PS de la région, Jean-Paul Huchon, hostile au départ à ce syndicat et qui envisageait un périmètre beaucoup plus vaste, pour préserver les prérogatives de la région.

Quand ?

Après quelques ajustements, les statuts du syndicat vont être envoyés aux collectivités concernées début novembre, qui devront ensuite les voter pour y entrer. Il faudra ensuite que le syndicat soit validé par le préfet de région. Il pourrait voir le jour début 2009.

Pourquoi ?

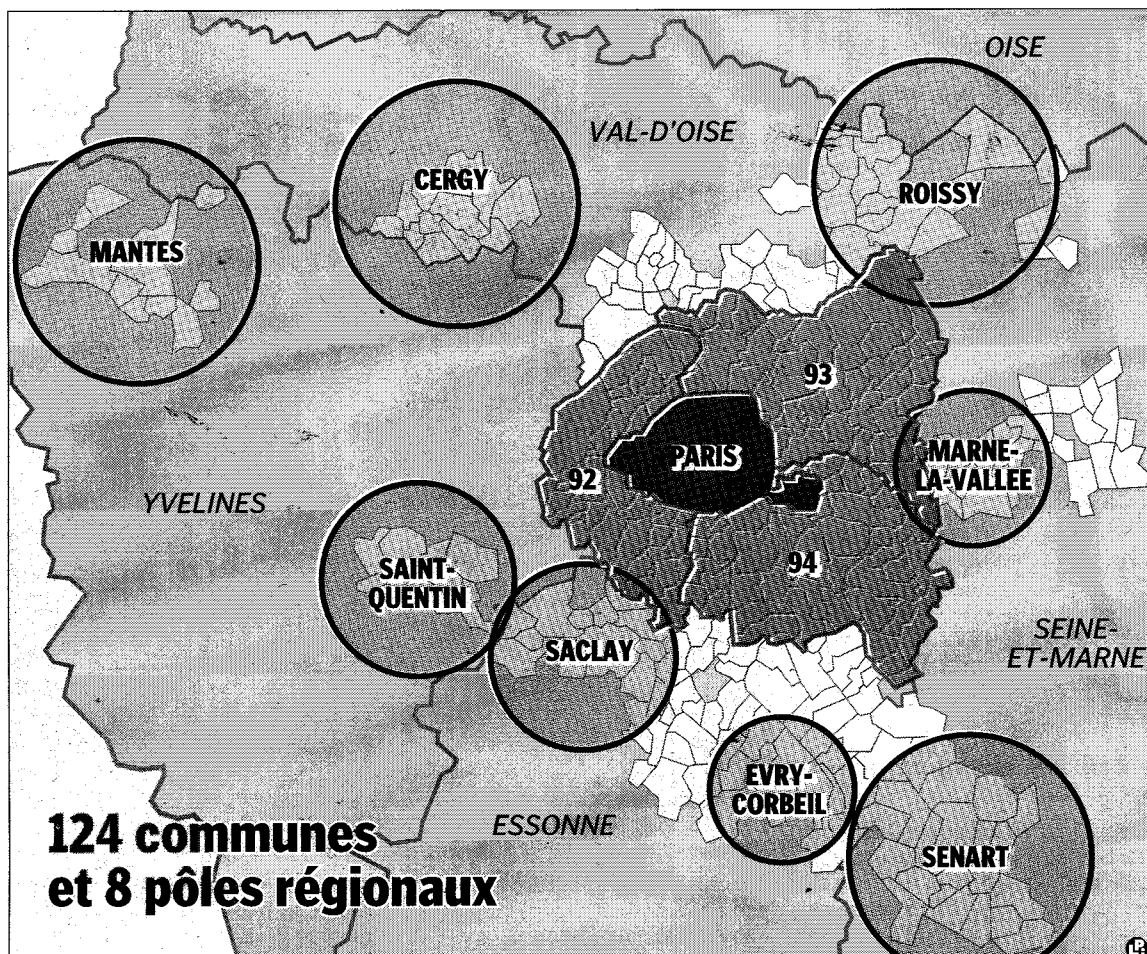
Ce syndicat n'est que l'embryon d'un Grand Paris. Il sera uniquement chargé de commander des études sur des problématiques comme le logement, les transports, sans aucune

possibilité de décision. Les premiers travaux devraient porter sur la solidarité financière entre les territoires adhérents au syndicat.

Et l'Etat ?

Clairement, les élus locaux sont engagés dans une course de vitesse avec le gouvernement et Christian Blanc, secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale, nommé par Nicolas Sarkozy pour élaborer son propre Grand Paris. Le syndicat des élus locaux est en avance sur l'ancien PDG d'Air France. Beau joueur, ce dernier, qui est parti en guerre contre la région Ile-de-France et son projet d'aménagement du territoire, a reconnu récemment que la « conférence métropolitaine », et son syndicat mixte, « sera un interlocuteur privilégié du gouvernement ».

Sébastien Ramnoux



« La métropole a besoin du port du Havre » Antoine Rufenacht, 69 ans, maire (UMP) du Havre

Certains urbanistes évoquent un Grand Paris allant jusqu'au Havre, qu'en pensez-vous ?

Antoine Rufenacht. Une métropole mondiale possède nécessairement une façade maritime. Avec la mondialisation de l'économie, la région capitale doit disposer d'un port d'envergure mondiale. A défaut, elle dépendra des ports étrangers. Actuellement, le débouché maritime principal de l'Île-de-France est Anvers en Belgique ! Pour Paris, la géographie impose la vallée de la

Seine et son estuaire.

Comment y parvenir ?

En améliorant les liaisons terrestres car aujourd'hui la bataille maritime se gagne sur la terre. En donnant à l'ensemble portuaire Le Havre - Rouen la capacité de devenir une métropole maritime internationale, regroupant des secteurs concurrentiels d'avenir, avec des métiers technologiques, tertiaires, de commandement, de logistique et des échanges internationaux.

Imaginez-vous une gigantesque ville le long de la Seine jusqu'à la mer ?

La région capitale doit être une communauté de projets et ne doit en aucun cas susciter de nouvelles structures administratives et politiques, dont notre pays regorge et sous lesquelles nous étouffons.

Propos recueillis par S.R.